

6. des frais d'administration : 53 750 F.

§ 2. La subvention complémentaire annuelle, accordée aux foyers disposant de plus de 25 chambres, est fixée comme suit :

— de la 26<sup>ème</sup> à la 35<sup>ème</sup> chambre : 20 pourcent de la subvention annuelle qui est accordée comme foyer type;  
— de la 36<sup>ème</sup> à la 60<sup>ème</sup> chambre : 35 625 F par chambre.

§ 3. Il est accordé, en outre, une intervention forfaitaire de 125 000 F pour activités récréatives.

Art. 2. L'article 7 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 1974, tel que modifié à ce jour, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le calcul de la subvention annuelle accordée aux clubs, il est tenu compte des éléments suivants à concurrence des montants maxima fixés ci-dessous :

§ 1<sup>er</sup>. Pour les clubs de type I :

1<sup>o</sup> de 50 pourcent de loyer annuel des locaux ou à défaut, de leur valeur locative : 356 250 F;

2<sup>o</sup> des frais d'administration (animateur) : 250 000 F;

3<sup>o</sup> des frais de fonctionnement :

— énergie : 150 000 F;

— entretien : 100 000 F.

§ 2. Pour les clubs de type II :

1<sup>o</sup> de 50 pourcent de loyer annuel des locaux ou à défaut, de leur valeur locative : 356 250 F;

2<sup>o</sup> des frais d'administration (animateur) : 500 000 F;

3<sup>o</sup> des frais de fonctionnement :

— énergie : 250 000 F;

— entretien : 150 000 F.

§ 3. Les montants forfaitaires annuels qui sont ajoutés aux subventions et destinés à couvrir les dépenses afférentes aux activités sociales et culturelles habituelles, sont fixés à 62 500 F pour chaque type.

§ 4. La subvention complémentaire forfaitaire accordée aux clubs agréés, situés dans les localités où il n'y a pas de foyers, pour autant qu'ils disposent d'un minimum de 5 chambres destinées à l'hébergement des boursiers est de 178 750 F par an.

Une subvention forfaitaire et annuelle supplémentaire de 31 250 F par chambre agréée peut être accordée de la 6<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> chambre.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Bruxelles, le 20 janvier 1987.

A. KEMPINAIRE

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL ET MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 87 — 441

14 OCTOBRE 1986. — Arrêté royal portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis des Exécutifs visés par l'article 6, § 4, 3<sup>o</sup> et § 7, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

(1) Référence au *Moniteur belge*:  
Arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983, *Moniteur belge* du 21 janvier 1984.

6. van de administratieve kosten : 53 750 F.

§ 2. De jaarlijkse aanvullende subsidie, verleend aan het tehuis dat over meer dan 25 kamers beschikt, is als volgt vastgesteld :

— van de 26<sup>ste</sup> tot de 35<sup>ste</sup> kamer : 20 percent van de jaarlijkse subsidie die verleend is als type-tehuis;  
— van de 36<sup>ste</sup> tot de 60<sup>ste</sup> kamer : 35 625 F per kamer.

§ 3. Bovendien wordt een forfaitaire tegemoetkoming van 125 000 F toegekend voor vrijetijdsbesteding.

Art. 2. Artikel 7 van het ministerieel uitvoeringsbesluit van 1 september 1974, zoals tot op heden gewijzigd, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Voor het berekenen van de jaarlijkse subsidies aan de clubs wordt rekening gehouden met de hieronder vastgestelde maximumbedragen van volgende elementen :

§ 1. Voor de clubs van type I :

1<sup>o</sup> van 50 percent van de jaarlijkse huurprijs, of bij ontstentenis daarvan, van de huurwaarde van de lokalen : 356 250 F;

2<sup>o</sup> van de administratieve kosten (animator) : 250 000 F;

3<sup>o</sup> van de werkingskosten :

— energie : 150 000 F;

— onderhoud : 100 000 F.

§ 2. Voor de clubs van type-II :

1<sup>o</sup> van 50 percent van de jaarlijkse huurprijs, of bij ontstentenis daarvan, van de huurwaarde van de lokalen : 356 250 F;

2<sup>o</sup> van de administratieve kosten (animator) : 500 000 F;

3<sup>o</sup> van de werkingskosten :

— energie : 250 000 F;

— onderhoud : 150 000 F.

§ 3. Het forfaitair jaarlijks bedrag dat bij de subsidies gevoegd wordt en bestemd is voor het dekken van de uitgaven die met sociale en culturele activiteiten betrekking hebben, is voor elk type van club op 62 500 F vastgesteld.

§ 4. De forfaitaire aanvullende subsidie, verleend aan de erkende clubs die gevestigd zijn in de agglomeraties waar geen tehuis is, voor zover zij beschikken over ten minste 5 kamers, bestemd voor het huisvesten van bursalen, bedraagt 178 750 F.

Een forfaitaire jaarlijkse subsidie van 31 250 F per erkende kamer kan verleend worden van de 6<sup>de</sup> tot de 10<sup>de</sup> kamer.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1986.

Brussel, 20 januari 1987.

A. KEMPINAIRE

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 87 — 441

14 OKTOBER 1986. — Koninklijk besluit tot uitvoering van koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Executieven, bedoeld bij artikel 6, § 4, 3<sup>o</sup> en § 7, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;

Gelet op het advies van de Raad van State;

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad*:  
Koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° l'arrêté royal n° 258 : l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

2° le formulaire de demande : le formulaire de demande d'intervention de l'Etat dont le modèle est repris en annexe I;

3° l'employeur : le demandeur qui a obtenu le bénéfice de l'intervention de l'Etat instituée par l'arrêté royal n° 258;

4° l'autorité régionale : les Exécutifs régionaux chacun pour ce qui le concerne ainsi que l'autorité compétente pour le territoire autre que celui de la Région wallonne ou de la Région flamande comme prévu par l'article 6, § 7, de la loi spéciale du 8 août 1980;

5° le demandeur : l'organisme ou l'organisation visés à l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal n° 258, qui prétend à l'intervention de l'Etat.

Art. 2. Le demandeur, visé à l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal n° 258 adresse en trois exemplaires, une demande au Ministre des Classes moyennes en utilisant le formulaire de demande dont il remplit la section 1 et une attestation délivrée par le Service subrégional de l'Emploi, dans le ressort duquel est situé son siège d'exploitation, certifiant qu'il a rempli ses obligations en matière d'occupation de stagiaires et de remplacement de prépensionnés de retraite.

Art. 3. Le Ministre des Classes moyennes transmet un exemplaire du document d'introduction pour avis à l'autorité régionale.

L'autorité régionale transmet son avis sur la demande d'intervention en deux exemplaires au Ministre des Classes moyennes.

Après réception de l'avis ou écoulement du délai visé à l'article 11, § 2, de l'arrêté royal n° 258, le Ministre des Classes moyennes établit le projet de convention visé à l'article 12 de l'arrêté royal n° 258 conformément au modèle repris en annexe II.

Il transmet au Ministre de l'Emploi et du Travail un exemplaire du formulaire de demande dûment complété, de ses annexes et de l'avis de l'autorité régionale. Il transmet également cinq exemplaires du projet de convention signés par lui et par le demandeur.

Art. 4. La notification de la convention par le Ministre de l'Emploi et du Travail à l'Office national de l'Emploi visée à l'article 13 de l'arrêté royal n° 258 s'effectue à l'administration centrale de cet office et au Service subrégional de l'Emploi qui a délivré l'attestation visée à l'article 2.

Art. 5. Le demandeur ne peut procéder à l'engagement de travailleurs en exécution des dispositions de l'arrêté royal n° 258, qu'après avoir reçu, conformément à l'article 13 de cet arrêté, un exemplaire de la convention signée par toutes les parties.

Art. 6. § 1er. L'employeur transmet au Service subrégional de l'Emploi qui a délivré l'attestation visée à l'article 2, deux copies de tout contrat de travail conclu en exécution de la convention visée à l'article 12 de l'arrêté royal n° 258, accompagnées d'une attestation délivrée par le bureau régional du chômage dont le travailleur engagé ressortit, certifiant que celui-ci est chômeur complet indemnisé au sens de l'article 5 de l'arrêté royal n° 258 ainsi que d'une copie certifiée conforme du diplôme dont ce travailleur est titulaire. Il mentionne également le numéro de fonction sous lequel le poste attribué est repris à la convention précitée.

§ 2. Après réception de ces documents, le Service subrégional de l'Emploi transmet à l'administration centrale de l'Office national de l'Emploi une copie du contrat de travail visé au § 1er, accompagnée d'une attestation certifiant que le travailleur est chômeur complet indemnisé au sens de l'article 5 de l'arrêté royal n° 258 et précisant l'échelle barémique sur base de laquelle l'intervention de l'Etat sera calculée, compte tenu des termes de la convention visée à l'article 3, alinéa 3, et du diplôme dont le travailleur engagé est titulaire.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° koninklijk besluit nr. 258 : het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° het aanvraagformulier : het formulier tot aanvraag van de staatstegemoetkoming, waarvan het model als bijlage I is opgenomen;

3° de werkgever : de aanvrager die de staatstegemoetkoming ingesteld door het koninklijk besluit nr. 258, verkregen heeft;

4° de gewestelijke overheid : de Gewestelijke Executieven, ieder wat haar betreft alsmede de overheid die bevoegd is voor het andere grondgebied dan dat van het Vlaamse Gewest of dat van het Waalse Gewest, zoals bepaald bij artikel 6, § 7, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980;

5° de aanvrager : de door artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 258 bedoelde instelling of organisatie die aanspraak maakt op de staatstegemoetkoming.

Art. 2. De aanvrager, bedoeld bij artikel 3, § 1, van koninklijk besluit nr. 258, stuurt naar de Minister van Middenstand een aanvraag in drievoud met gebruikmaking van het aanvraagformulier, waarvan hij deel 1 invult, samen met een attest afgeleverd door de Subregionale Tewerkstellingsdienst in wiens gebied zijn exploitatiezetel gevestigd is en waarin bevestigd wordt dat hij zijn verplichtingen inzake tewerkstelling van stagiairs en vervanging van brugrustgepensioneerden vervuld heeft.

Art. 3. De Minister van Middenstand bezorgt een exemplaar van het indieningsdocument voor advies aan de gewestelijke overheid.

De gewestelijke overheid bezorgt haar advies omtrent de tegevoetkomingsaanvraag in tweevoud aan de Minister van Middenstand.

Na ontvangst van het advies of na het verstrijken van de termijn bedoeld bij artikel 11, § 2, van koninklijk besluit nr. 258, maakt de Minister van Middenstand het in artikel 12 van koninklijk besluit nr. 258 bedoelde ontwerp van overeenkomst op, overeenkomstig het model dat als bijlage II is opgenomen.

Hij bezorgt aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid een exemplaar van het behoorlijk ingevuld aanvraagformulier, van de bijlagen daarbij en van het advies van de gewestelijke overheid. Hij bezorgt eveneens vijf exemplaren van het ontwerp van overeenkomst die door hem en de aanvrager ondertekend zijn.

Art. 4. De in artikel 13 van koninklijk besluit nr. 258 bedoelde kennisgeving van de overeenkomst door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening wordt verstuurd aan het hoofdbestuur van deze Rijksdienst en aan de Subregionale Tewerkstellingsdienst die het in artikel 2 genoemde attest heeft afgeleverd.

Art. 5. De aanvrager mag slechts overgaan tot de indienstneming van werknemers in uitvoering van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 258, nadat hij, overeenkomstig artikel 13 van hetzelfde besluit, een exemplaar van de door alle partijen ondertekende overeenkomst heeft ontvangen.

Art. 6. § 1. De werkgever bezorgt de Subregionale Tewerkstellingsdienst die het in artikel 2 genoemde attest heeft afgegeven, twee afschriften van iedere arbeidsovereenkomst die ter uitvoering van de in artikel 12 van koninklijk besluit nr. 258 bedoelde overeenkomst is gesloten, samen met een attest, afgeleverd door het gewestelijk werkloosheidsbureau waaronder de in dienst genomen werknemer ressorteert, en waarin verklaard wordt dat deze laatste een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze is in de zin van artikel 5 van koninklijk besluit nr. 258, alsmede een enstuijnd afschrift van het diploma waarvan de werknemer houder is. Hij vermeldt eveneens het functienummer waaronder de toegewezen betrekking in voormelde overeenkomst is opgenomen.

§ 2. Na ontvangst van deze documenten bezorgt de Subregionale Tewerkstellingsdienst het hoofdbestuur van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een afschrift van de in § 1 bedoelde arbeidsovereenkomst, samen met een attest waarin bevestigd wordt dat de werknemer een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze is in de zin van artikel 5 van koninklijk besluit nr. 258 is en waarin de loonschaal wordt aangegeven op grond waarvan de staatstegemoetkoming dient te worden berekend, rekening houdend met de bepalingen van de in artikel 3, derde lid, bedoelde overeenkomst en met het diploma waarvan de in dienst genomen werknemer houder is.

Le Service subrégional de l'Emploi envoie copie de cette attestation au Ministre de l'Emploi et du Travail, au Ministre des Classes moyennes et au demandeur.

§ 3. Lors du départ d'un travailleur qui a été engagé en exécution de la convention visée à l'article 12 de l'arrêté royal n° 258, l'employeur informe le Service subrégional qui a procédé à la certification visée à l'article 2 ainsi que l'administration centrale de l'Office national de l'Emploi. Lors du remplacement de ce travailleur, la procédure visée aux §§ 1er et 2 est d'application.

Art. 7. L'employeur fournit en temps utile à l'Office national de l'Emploi les états de prestations dont cet Office fixe le modèle, ainsi que tous autres documents ou renseignements lui permettant de remplir la mission qui lui est confiée par l'article 4 de l'arrêté royal n° 258. Les états de prestations sont établis par mois civil. Le paiement de l'intervention est effectué au cours du mois suivant celui de la réception de l'état de prestations.

Art. 8. Lorsque le Ministre de l'Emploi et du Travail ou le Ministre des Classes moyennes constate que les conditions de l'intervention de l'Etat accordée ne sont pas respectées, ils peuvent suspendre ou résoudre la convention conclue entre l'Etat et l'employeur et le cas échéant faire procéder à la récupération des sommes indûment payées, conformément aux dispositions de l'article 11.

Art. 9. Lorsque l'employeur s'abstient de s'acquitter des obligations qui lui incombent en application des dispositions concernant la sécurité sociale des travailleurs en ce compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ou en application des dispositions relatives à l'impôt sur les revenus, le Ministre de l'Emploi et du Travail peut suspendre la convention ou la résoudre.

Art. 10. L'application des sanctions visées aux articles 8 et 9 ne peut porter atteinte aux droits du travailleur qui résultent du contrat de travail conclu en vertu de l'article 9 de l'arrêté royal n° 258.

Art. 11. A défaut par l'employeur de payer les sommes dont le remboursement a été ordonné par le Ministre de l'Emploi et du Travail en vertu de l'article 8 ou toutes autres sommes qu'il aurait indûment perçues, l'administrateur général de l'Office national de l'Emploi transmet le dossier de l'employeur à l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.

Les poursuites à exercer par cette administration s'effectuent conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949; les sommes ainsi récupérées sont restituées à l'administration centrale de l'Office national de l'Emploi, sous déduction des frais éventuels.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

Le Ministre des Classes moyennes,

J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

G. MUNDELEER

De Subregionale Tewerkstellingsdienst stuurt een afschrift van dat attest naar de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de Minister van Middenstand en de werkgever.

§ 3. Bij vertrek van een werknemer die in uitvoering van de in artikel 12 van koninklijk besluit nr. 258 bedoelde overeenkomst in dienst werd genomen, geeft de werkgever daarvan kennis aan de Subregionale Tewerkstellingsdienst die voor de in artikel 2 bedoelde echtverklaring heeft gezorgd, alsmede aan het hoofdbestuur van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. Bij vervanging van die werknemer is de in de §§ 1 en 2 bedoelde procedure van toepassing.

Art. 7. De werkgever bezorgt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening te gepaste tijde de prestatiestaten, waarvan het model door de Rijksdienst wordt vastgesteld alsmede alle andere documenten en inlichtingen die het hem mogelijk maken de taak uit te voeren die hem bij artikel 4 van koninklijk besluit nr. 258 wordt opgedragen. De prestatiestaten worden per kalendermaand opgesteld. De uitbetaling van de tegemoetkoming geschiedt in de loop van de maand na die van ontvangst van de prestatiestaat.

Art. 8. Wanneer de Minister van Tewerkstelling en Arbeid of de Minister van Middenstand vaststelt dat de voorwaarden waartegen de staatstegemoetkoming werd toegekend niet in acht worden genomen, kunnen zij de overeenkomst tussen de Staat en de aanvrager schorsen of verbreken en, in voorkomend geval, de ten onrechte ontvangen sommen laten terugvorderen overeenkomstig de bepalingen van artikel 11.

Art. 9. Wanneer de werkgever nalaat zich te kwijten van de verplichtingen die ingevolge de bepalingen betreffende de sociale zekerheid van de werknemers, inclusief de arbeidsongevallen en de beroepsziekten, of ingevolge de bepalingen betreffende de inkomstenbelastingen op hem rusten, kan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de overeenkomst schorsen of verbreken.

Art. 10. De toepassing van de in de artikelen 8 en 9 genoemde sancties mag geen afbreuk doen aan de rechten van de werknemer die voortvloeien uit de krachtens artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 258 gesloten arbeidsovereenkomst.

Art. 11. Wanneer de werkgever in gebreke blijft met de betaling van de bedragen waarvan de terugbetaling door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid is bevolen krachtens artikel 8, of van enig andere som die hij ten onrechte zou hebben ontvangen, zendt de administrateur-generaal van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening het dossier van de werkgever over aan de Administratie van de B.T.W., der Registratie en Domeinen.

Deze administratie stelt de vervolgingen in overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949; de sommen die aldus werden teruggevorderd, worden, na aftrek van de eventuele kosten, teruggestort aan het hoofdbestuur van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

De Minister van Middenstand,

J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,

G. MUNDELEER

## Annexe I

Demande d'intervention de l'Etat pour l'engagement de chômeurs affectés  
à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises  
(Arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983)

La première section de ce document sera remplie par le demandeur et la deuxième par le Ministre des Classes moyennes.

Le document et ses annexes sont à introduire en trois exemplaires.

Case à remplir par le Ministère des Classes moyennes :

Numéro d'enregistrement .....
Date de réception de la demande .....
Date de transmission de la demande à l'autorité régionale .....
Date de réception de l'avis de l'autorité régionale .....
Date de transmission du dossier et du projet de convention au Ministère de l'Emploi et du Travail .....
Date de réception de la notification de la convention .....

Case à remplir par le Ministère de l'Emploi et du Travail :

Numéro d'enregistrement .....
Date de réception du dossier et du projet de convention .....
Date de demande éventuelle de renseignements complémentaires .....
Date de réception de ces renseignements .....
Date de l'envoi de la notification de la convention .....

## Section 1 (à remplir par le demandeur)

Renseignements relatifs au demandeur (1) :

1.1. Raison sociale :

1.2. Numéro O.N.S.S. :

1.3. Adresse et numéro de téléphone du siège social :

1.4. Activités du demandeur :

1.5. Adresse et numéro de téléphone de l'établissement qui réalisera le projet :

1.6. Activités spécifiques de l'établissement qui réalisera le projet :

1.7. Description détaillée des services juridiques, administratifs et économiques que le demandeur a procuré aux P.M.E. durant les deux dernières années précédant l'introduction de la demande :

1.8. Nombre et qualification des personnes occupées aux tâches visées au point 1.7.

---

(1) Joindre copie des statuts et des actes modificatifs éventuels, ainsi que des organes de l'association.

2. Renseignements relatifs au projet et à la demande d'intervention de l'Etat :

2.1. Description du projet et des tâches qu'il implique :

2.2. Evaluation qualitative et quantitative des besoins que le demandeur se propose de rencontrer par la mise en œuvre du projet :

2.3. Durée prévue pour la réalisation du projet (à justifier) :

2.4. Moyens dont le demandeur dispose pour mener à bien le projet (le cas échéant, distinguer entre le siège social et le siège d'établissement qui réalisera le projet) :

2.4.1. En personnel d'encadrement :

2.4.2. En équipement :

2.5. Si le demandeur ne dispose pas actuellement de tous les moyens nécessaires en personnel d'encadrement et/ou équipement, préciser ceux qu'il s'engage à se procurer en vue de la réalisation du projet :

## 2.6. Personnes à engager :

Qualifications et fonctions des personnes que le demandeur compte engager pour la réalisation du projet et pour lesquelles il sollicite l'intervention financière de l'Etat (pour chaque poste : décrire la fonction, préciser la qualification et le(s) diplôme(s) exigé(s) et mentionner le régime de travail en se conformant au modèle ci-dessous :

Fonction n°

Description de la fonction :
Qualification exigée :
Le travailleur devra être porteur d'un des diplômes suivants :
1. ....
2. ....
3. ....
Régime de travail : Temps plein — mi-temps (biffer la mention inutile).

Fonction n°

Description de la fonction :
Qualification exigée :
Le travailleur devra être porteur d'un des diplômes suivants :
1. ....
2. ....
3. ....
Régime de travail : Temps plein — mi-temps (biffer la mention inutile).

Fonction n°

Description de la fonction :
Qualification exigée :
Le travailleur devra être porteur d'un des diplômes suivants :
1. ....
2. ....
3. ....
Régime de travail : Temps plein — mi-temps (biffer la mention inutile).

2.7. Effets attendus de la réalisation du projet :

2.8. Une demande d'intervention de l'Etat a-t-elle déjà été introduite antérieurement par le demandeur pour un autre projet? (1)

2.8.1. Sur base de l'A.R. n° 123 : OUI — NON

2.8.2. Sur base de l'A.R. n° 258 : OUI — NON

2.9. Le soussigné ..... atteste sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont  
exactes et sincères et autorise l'administration à les vérifier.

Signature :

Date : .....

---

(1) Biffer la(les) mention(s) inutile(s)



## Section 2 (à remplir par le Ministère des Classes moyennes)

Le Ministère des Classes moyennes atteste avoir vérifié :

— l'exactitude des renseignements fournis par le demandeur (1) .....

.....

.....

au sujet du projet.

— la qualité de cet organisme et sa capacité de s'acquitter efficacement de sa mission.

et marque son accord pour que le demandeur bénéficie des dispositions de l'arrêté royal n° 258 dans la mesure et aux conditions de la demande introduite en date du ..... précisées à la section 1 du présent document, sous réserve des modifications suivantes (2).

3.1. Modifications relatives au contenu technique du projet :

3.2. Modifications relatives à l'intervention de l'Etat et/ou aux personnes à engager en vue de la réalisation du projet :

3.2.1. Durée de l'occupation .....

3.2.2. Taux d'intervention (3) :

---

(1) Nom (raison sociale) et adresse.

(2) En cas de modifications, préciser celles-ci sous les rubriques concernées en spécifiant le numéro des rubriques de la section 2 qui se trouvent modifiées et les soumettre à la signature du demandeur pour approbation. Porter la mention « néant » à toutes les rubriques inchangées.

(3) Taux précisés à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983.

Page A

## 3.2.1. Personnes à engager :

Fonction n°

Description de la fonction :
Qualification exigée :
Le travailleur devra être porteur d'un des diplômes suivants :
1. ....
2. ....
3. ....
Régime de travail : Temps plein — mi-temps (biffer la mention inutile).

Fonction n°

Description de la fonction :
Qualification exigée :
Le travailleur devra être porteur d'un des diplômes suivants :
1. ....
2. ....
3. ....
Régime de travail : Temps plein — mi-temps (biffer la mention inutile).

Fonction n°

Description de la fonction :
Qualification exigée :
Le travailleur devra être porteur d'un des diplômes suivants :
1. ....
2. ....
3. ....
Régime de travail : Temps plein — mi-temps (biffer la mention inutile).

Page B (1)

Fonction n°

Description de la fonction :
Qualification exigée :
Le travailleur devra être porteur d'un des diplômes suivants :
1. ....
2. ....
3. ....
Régime de travail : Temps plein — mi-temps (biffer la mention inutile).

Le demandeur soussigné marque son accord sur les modifications reprises aux points ..... de la présente section.

Signature du demandeur :

Date .....

Signature du Ministre des Classes moyennes :

Date .....

(1) Utiliser la page B pour le dernier poste.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 octobre 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

Le Ministre des Classes moyennes,

J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

G. MUNDELEER

## Bijlage I

Aanvraag tot Staatstegemoetkoming voor de indienstneming van werklozen  
voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen  
(Koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983)

Het eerste deel van dit document wordt ingevuld door de aanvrager en het tweede deel door de Minister van Middenstand.

Het document en de bijlagen ervan dienen in drievoud ingediend te worden.

Vak in te vullen door het Ministerie van Middenstand :

Registratienummer .....
Datum van ontvangst van de aanvraag .....
Datum van toezending van de aanvraag aan de Gewestelijke overheid .....
Datum van ontvangst van het advies van de Gewestelijke overheid .....
Datum van toezending van de ontwerpovereenkomst aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid .....
Datum van ontvangst van de kennisgeving van de overeenkomst .....

Vak in te vullen door het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid :

Registratienummer .....
Datum van ontvangst van de ontwerpovereenkomst .....
Desgevallend, datum van vraag om bijkomende inlichtingen .....
Datum van ontvangst van deze inlichtingen .....
Datum waarop de kennisgeving van de overeenkomst is verzonden .....

## Deel 1 (in te vullen door de aanvrager)

Inlichtingen over de aanvrager (1):

1.1. Firmanaam :

1.2. R.S.Z.-nummer :

1.3. Adres en telefoonnummer van de maatschappelijke zetel :

1.4. Activiteiten van de aanvrager :

1.5. Adres en telefoonnummer van de instelling die het project zal realiseren :

1.6. Specifieke activiteiten van de instelling die het project zal realiseren :

1.7. Uitvoerige beschrijving van de juridische, administratieve en economische diensten welke de aanvrager verstrekt heeft aan de K.M.O.'s tijdens de laatste twee jaar die aan de indiening van de aanvraag voorafgaan :

1.8. Aantal en kwalificatie van de personen die tewerkgesteld zijn aan de taken bedoeld in punt 1.7.

---

(1) Afschrift bijvoegen van de statuten en de eventuele wijzigingsakten, alsmede de lijst van de organen van de vereniging.

2. Inlichtingen omtrent het project en de aanvraag om Staatstegemoetkoming :

2.1. Beschrijving van het project en van de taken die het inhoudt :

2.2. Kwalitatieve en kwantitatieve raming van de behoeften waaraan de aanvrager beoogt te voldoen door de tenuitvoerlegging van het project :

2.3 Geplande duur van het project (te staven) :

2.4. Middelen waarover de aanvrager voor de realisatie van het project beschikt (desgevallend een onderscheid maken tussen de maatschappelijke zetel en de zetel van de vestiging die het project zal realiseren) :

2.4.1. Qua personeel :

2.4.2. Qua uitrusting :

2.5. Indien de aanvrager thans niet over alle vereiste middelen qua personeel en/of qua uitrusting beschikt, nader omschrijven waartoe hij zich met het oog op de realisatie van het project zal verbinden :

2.6. In dienst te nemen personen.

Kwalificaties en functies van de personen die de aanvrager denkt aan te trekken voor de realisatie van het project en voor wie hij een staatstegemoetkoming vraagt (voor iedere betrekking de functie omschrijven, de vereiste kwalificatie en het/de vereist(e) diploma('s) preciseren en de arbeidsregeling vermelden en hiervoor gebruik maken van het onderstaande model) :

Functie nr.

Beschrijving van de functie :
Vereiste kwalificatie :
De werknemer moet in het bezit zijn van een van de volgende diploma's :
1. ....
2. ....
3. ....
Arbeidstijdregeling : Voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).

Functie nr.

Beschrijving van de functie :
Vereiste kwalificatie :
De werknemer moet in het bezit zijn van een van de volgende diploma's :
1. ....
2. ....
3. ....
Arbeidstijdregeling : Voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).

Functie nr.

Beschrijving van de functie :
Vereiste kwalificatie :
De werknemer moet in het bezit zijn van een van de volgende diploma's :
1. ....
2. ....
3. ....
Arbeidstijdregeling : Voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).

2.7. Gevolgen die verwacht worden van de realisatie van het project:

2.8. Werd door de aanvrager reeds eerder een Staatstegemoetkoming aangevraagd voor een ander project? (1)

2.8.1. Op basis van K.B. nr. 123 : JA — NEEN

2.8.2. Op basis van K.B. nr. 258 : JA — NEEN

2.9. Ondergetekende ..... verklaart op erewoord dat de hierboven verstrekte inlichtingen waarheidsgetrouw en juist zijn en geeft de administratie toestemming om ze te verifiëren.

Handtekening :

Datum : .....

---

(1) Schrappen wat niet van toepassing is.



## Deel 2 (in te vullen door het Ministerie van Middenstand)

Het Ministerie van Middenstand bevestigt het volgende te hebben nagegaan:

— de juistheid van de inlichtingen die door de aanvrager zijn verstrekt (1)

.....  
.....  
.....

in verband met het project.

— de hoedanigheid van deze instelling en haar bekwaamheid om haar taak doeltreffend te vervullen, en betuigt haar instemming opdat de aanvrager het voordeel kan genieten van koninklijk besluit nr. 258 onder de voorwaarden van de aanvraag ingediend op (datum) ..... welke in deel I van dit document zijn gepreciseerd, rekening houdend met de volgende wijzigingen (2):

3.1. Wijzigingen betreffende de technische inhoud van het project:

3.2. Wijzigingen betreffende de duur van de Staatslegemoetkoming en/of betreffend de in dienst te nemen personen met het oog op de realisatie van het project:

3.2.1. Duur van de tewerkstelling:

3.2.2. Bedrag van de tegemoetkoming (3):

---

(1) Naam (firmanaam) en adres.

(2) In geval van wijzigingen moeten deze in de desbetreffende rubrieken worden gepreciseerd en moet het nummer van de gewijzigde rubrieken van deel 2 worden vermeld en dienen ze voor goedkeuring ter ondertekening van de aanvrager worden voorgelegd. De vermelding « nihil » noteren bij alle ongewijzigde rubrieken.

(3) Bedrag gepreciseerd in artikel 2, § 2 van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983.

Bladzijde A

3.2.1. In dienst te nemen personen.

Functie nr.

Beschrijving van de functie :
Vereiste kwalificatie :
De werknemer moet in het bezit zijn van een van de volgende diploma's :
1. ....
2. ....
3. ....
Arbeidstijdregeling : Voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).

Functie nr.

Beschrijving van de functie :
Vereiste kwalificatie :
De werknemer moet in het bezit zijn van een van de volgende diploma's :
1. ....
2. ....
3. ....
Arbeidstijdregeling : Voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).

Functie nr.

Beschrijving van de functie :
Vereiste kwalificatie :
De werknemer moet in het bezit zijn van een van de volgende diploma's :
1. ....
2. ....
3. ....
Arbeidstijdregeling : Voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).

Bladzijde B (1)

Functie nr.

Beschrijving van de functie :
Vereiste kwalificatie :
De werknemer moet in het bezit zijn van een van de volgende diploma's :
1. ....
2. ....
3. ....
Arbeidstijdregeling : Voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).

De ondertekende aanvrager betuigt zijn instemming met de wijzigingen welke zijn opgenomen onder de punten ..... van dit deel.

Handtekening van de aanvrager :

Datum .....

Handtekening van de Minister van Middenstand :

Datum .....

(1) bladzijde B gebruiken voor de laatste post.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 oktober 1986.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

**M. HANSENNE**

De Minister van Middenstand,

**J. BUCHMANN**

De Staatssecretaris voor Middenstand,

**G. MUNDELEER**

Annexe II

Convention conclue en application de l'article 13,  
de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983

Entre,

l'Etat belge représenté par le Ministre de l'Emploi et du Travail, rue Belliard 51-53, à 1040 Bruxelles, et le  
Ministre des Classes moyennes, Boulevard Emile Jacqmain 162, à 1210 Bruxelles, ci-après dénommés : les  
Ministres,

d'une part,

Et .....

domicilié à .....

représenté par .....

.....

ci-après dénommé : le demandeur,

d'autre part,

il a été exposé et convenu ce qui suit :

I. Exposé.

1. Le demandeur a sollicité en date du ..... l'intervention de l'Etat auprès du Ministère des Classes moyennes  
afin de mettre en œuvre un projet d'assistance aux petites et moyennes entreprises.

2. L'intervention de l'Etat est demandée en application de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs  
affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises et de ses arrêtés d'exécution, ci-après désignés sous le terme : la  
réglementation.

II. Convention.

Article 1er. Le demandeur s'engage en œuvre le projet visé à l'exposé ci-dessus conformément aux éléments précisés dans le document  
de demande d'intervention de l'Etat.

Art. 2. Il y affectera ..... personnes qu'il engagera en conformité avec les dispositions de la réglementation et dont sont précisés ci-dessous les fonctions, qualifications et diplômes exigés, échelles barémiques et régimes de travail :

Fonction n°

Description de la fonction :		
Qualification exigée :		
Diplôme(s) exigé(s) :	Echelle(s) barémiques(s) correspondante(s) (indice 100)	
1. ....	.....	..... FB
2. ....	.....	..... FB
3. ....	.....	..... FB
Régime de travail : Temps plein — mi-temps (biffer la mention inutile).		

Fonction n°

Description de la fonction :		
Qualification exigée :		
Diplôme(s) exigé(s) :	Echelle(s) barémiques(s) correspondante(s) (indice 100)	
1. ....	.....	..... FB
2. ....	.....	..... FB
3. ....	.....	..... FB
Régime de travail : Temps plein — mi-temps (biffer la mention inutile).		

Fonction n°

Description de la fonction :		
Qualification exigée :		
Diplôme(s) exigé(s) :	Echelle(s) barémiques(s) correspondante(s) (indice 100)	
1. ....	.....	..... FB
2. ....	.....	..... FB
3. ....	.....	..... FB
Régime de travail : Temps plein — mi-temps (biffer la mention inutile).		

Art. 3. L'intervention de l'Etat ne sera accordée que si le travailleur engagé est titulaire d'un des diplômes exigés pour la fonction considérée tels qu'ils sont précisés à l'article 2, elle sera fixée compte tenu du diplôme que ce travailleur possède effectivement.

Art. 4. La signature de la présente convention par les Ministres entraîne la prise en charge par l'Etat, aux conditions et dans les limites précisées par la réglementation, de la rémunération et des charges sociales des travailleurs qui seront engagés par le demandeur conformément à l'article 2, à concurrence de ... pendant les ... premiers mois de la première année de leur occupation et de ... pendant les ... premiers mois de la seconde année.

Art. 5. Le demandeur s'engage, pour toute la durée de l'occupation du ou des travailleurs pour lesquels il aura bénéficié des dispositions de l'article 4, à ne pas réduire le nombre de personnes affectées à des fonctions équivalent à celles que ce ou ces travailleurs exerceront.

Art. 6. Le demandeur s'engage, en outre, à se conformer aux règles et obligations qui découlent de la réglementation et atteste avoir connaissance des sanctions auxquelles il s'expose en cas de non-respect de celles-ci.

Art. 7. Le demandeur autorise expressément les agents de l'Office national de l'Emploi désignés par l'administrateur général de cet office ainsi que les inspecteurs et inspecteurs-adjoints de l'Administration de la réglementation et des relations du travail, à prendre connaissance des documents sociaux, fiscaux et comptables concernant les travailleurs pour lesquels l'intervention est accordée.

Art. 8. Le demandeur autorise les fonctionnaires et agents désignés par le Ministre des Classes moyennes à s'assurer du respect de l'occupation des travailleurs dans les conditions et aux tâches prévues par la présente convention et précisées dans la demande d'intervention citée dans l'exposé.

Fait en deux exemplaires originaux et trois copies.

Le demandeur,

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Le Ministre des Classes moyennes,

Bruxelles, le

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 octobre 1986.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

**M. HANSENNE**

Le Ministre des Classes moyennes,

**J. BUCHMANN**

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

**G. MUNDELEER**

Bijlage II

Overeenkomst gesloten bij toepassing van artikel 13,  
van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983

De ondergetekenden,

de Belgische Staat vertegenwoordigd door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Belliardstraat 51-53, te 1040 Brussel, en de Minister van Middenstand, Emile Jacqmainlaan 162, te 1210 Brussel, hierna te noemen de Ministers, enerzijds

en .....

met domicilie te .....

vertegenwoordigd door .....

.....

hierna te noemen de aanvrager,

anderzijds,

komen overeen wat volgt, na de onderstaande uiteenzetting te hebben gegeven :

I. Uiteenzetting.

1. De aanvrager heeft op ..... verzocht om de Staatsegemoetkoming bij de Minister van Middenstand ten einde een bijstandsproject ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen.

2. De Staatsegemoetkoming wordt aangevraagd bij toepassing van koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen en van de besluiten ter uitvoering daarvan, die hierna met de term « de reglementering » worden aangeduid.

II. Overeenkomst.

Artikel 1. De aanvrager verbindt zich ertoe het project dat in bovenstaande uiteenzetting wordt genoemd, ten uitvoer te leggen overeenkomstig de gegevens die in het aanvraagdocument voor Staatsegemoetkoming nader omschreven worden.

Art. 2. Hij zal daarvoor ... personen inzetten, die hij in dienst zal nemen overeenkomstig de bepalingen van de reglementering en voor wie hieronder de functies, de vereiste kwalificaties en diploma's alsmede de loonschalen en de arbeidstijdregelingen worden aangegeven :

Functie nr.

Beschrijving van de functie :		
Vereiste kwalificatie :		
Vereist(e) diploma('s) :		Overeenstemmende loonschalen/schalen (indexcijfer 100)
1. ....	.....	..... BF
2. ....	.....	..... BF
3. ....	.....	..... BF
Arbeidstijdregeling : Voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).		

Functie nr.

Beschrijving van de functie :		
Vereiste kwalificatie :		
Vereist(e) diploma('s) :		Overeenstemmende loonschalen/schalen (indexcijfer 100)
1. ....	.....	..... BF
2. ....	.....	..... BF
3. ....	.....	..... BF
Arbeidstijdregeling : Voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).		

Functie nr.

Beschrijving van de functie :		
Vereiste kwalificatie :		
Vereist(e) diploma('s) :		Overeenstemmende loonschalen/schalen (indexcijfer 100)
1. ....	.....	..... BF
2. ....	.....	..... BF
3. ....	.....	..... BF
Arbeidstijdregeling : Voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).		



Art. 3. De Staatstegemoetkoming zal alleen dan worden verleend wanneer de in dienst genomen werknemer houder is van één der voor de betrokken functie vereiste diploma's zoals die in artikel 2 worden aangegeven. Zij zal worden vastgesteld rekening houdend met het diploma dat die werknemer werkelijk bezit.

Art. 4. De ondertekening van deze overeenkomst door de Ministers heeft tot gevolg dat de Staat, onder de voorwaarden en binnen de perken die in de reglementering zijn gesteld, het loon en de sociale lasten van de werknemers die de aanvrager overeenkomstig artikel 2 in dienst zal nemen, op zich neemt ten belope van .... gedurende de eerste .... maanden van het eerste jaar van hun tewerkstelling en ten belope van .... gedurende de eerste .... maanden van het tweede jaar.

Art. 5. De aanvrager verbindt zich ertoe, voor de hele duur van de tewerkstelling van de werknemer(s) voor wie hij het genot van de bepalingen van artikel 3 zal hebben gehad, zich te onthouden van vermindering van het aantal personen die functies hebben welke gelijkwaardig zijn aan degene welke die werknemer(s) zal (zullen) uitoefenen.

Art. 6. De aanvrager verbindt zich bovendien ertoe de voorschriften en de verplichtingen die uit de reglementering voortvloeien na te komen en bevestigt kennis genomen te hebben van de sancties waaraan hij zich blootstelt bij niet-naleving ervan.

Art. 7. De aanvrager geeft aan de beambten van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening die door de administrateur-generaal van die dienst worden aangewezen, alsmede aan de inspecteurs en adjunct-inspecteurs van de Administratie van de arbeidsbetrekkingen en -reglementering uitdrukkelijk de toestemming om inzage te nemen van de sociale, fiscale en boekhoudkundige documenten met betrekking tot de werknemers voor wie de tegemoetkoming wordt verleend.

Art. 8. De aanvrager verbindt zich ertoe de ambtenaren en beambten aangewezen door de Minister van Middenstand de mogelijkheid te geven om zich ervan te vergewissen dat de werknemers tewerkgesteld worden onder de voorwaarden en aan de taken die in deze overeenkomst zijn vastgelegd en in de tegemoetkomingsaanvraag nader omschreven worden.

Opgemaakt in twee originele exemplaren en drie kopieën.

De aanvrager,

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

De Minister van Middenstand,

Brussel, .....

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 14 oktober 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

De Minister van Middenstand,

J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,

G. MUNDELEER